Global Compact
Réseau France

Baromètre ODD
et entreprises françaises

ÉDITION 2020

en partenariat avec pwc

Sommaire

De quoi parle-t-on ? 6

— Les ODD, nouveau cadre universel de la RSE
— 2020 : La décennie de l'action pour les ODD
— Les ODD en temps de crise
— La feuille de route française des ODD
— Les enjeux pour les entreprises

Que retenir de l'étude ? 14

— Executive Summary

Qui sont les entreprises ? 16

— Des profils d'entreprises diversifiés
— La connaissance des ODD progresse encore
— Les ODD, source de dialogue et moteurs de performance
— Des raisons d'engagement multifactorielles

Que font-elles ? 20

Résultats et analyse :
— Une appropriation des ODD plus marquée
— La priorisation des ODD au sein des entreprises
— Une cohérence dans les actions
— Communiquer autour des ODD

Sur le terrain :
— Les ODD au cœur de la stratégie business
— Les ODD comme socle de la gouvernance
— Assurer sa pérennité économique, transformer son modèle d'affaires
— Renouveler sa stratégie RSE grâce aux ODD
— Les ODD, source d'innovation
— Développer des produits et services qui contribuent à la réalisation des ODD
— Mesurer sa contribution aux ODD
— Partenariat pour la réalisation des ODD
— À l'international
— Sensibiliser aux ODD

39 Quels besoins pour aller plus loin ?

— Besoins d'outils et d'engagement
— Outils et conseils pratiques pour avancer
— Un écosystème qui soutient les entreprises dans l'atteinte de l'agenda 2030

Et après ? 45

— Suite des événements et perspectives
— Financement des ODD

Global Compact
Réseau France

Les entreprises au cœur de l'Agenda 2030

Mesdames, Messieurs,

La crise sanitaire que nous traversons est exceptionnelle : aux conséquences humaines s'ajoute une crise économique et sociale dont le coût avoisine les 1 000 milliards de dollars pour l'économie mondiale selon les Nations Unies.

Devant ce sombre tableau, seules des réponses communes et multilatérales nous permettront de faire face. La crise de la Covid-19 nous offre bien plus qu'un coup de semonce, elle nous amène à un changement complet de paradigme autour de l'Agenda 2030.

Votés il y a cinq ans par 193 États des Nations Unies, les 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) sont dans une logique multicritère. C'est à cause du réchauffement climatique (ODD-13), de la perte de la biodiversité et de la déforestation et la destruction de l'habitat du monde sauvage (ODD-15) que le risque infectieux augmente et donc la propagation des virus (ODD-3).

Cette crise nous montre que les opérateurs qui se saisissent le mieux de cette grammaire commune sont ceux qui se montrent le plus résilients. Afin de les accompagner sur les chemins de la résilience, l'édition annuelle de notre baromètre s'attache à aider les entreprises, et notamment les PME-TPE, à s'approprier facilement les ODD et à les intégrer au cœur de leur écosystème.

Nous remercions PwC France pour son expertise dans l'accompagnement de cette enquête, ainsi que nos partenaires pour sa diffusion auprès de leurs membres : Bpifrance, le Comité 21, la CPME, France Invest, le Medef, l'ORSE et Produrable. Fidèle à sa mission depuis 20 ans, le Global Compact est aux côtés des entreprises pour avancer et construire le monde d'après.

André RENAUDIN,
Président du Global Compact France

Les ODD au cœur d'une nouvelle vision de la performance

Les débuts de la crise du COVID ont vu apparaître quelques voix dans le monde remettant en cause la plupart des enjeux liés au développement durable face à l'urgence sanitaire. Mais assez vite des prises de positions contraires et fortes se sont multipliées. Elles sont d'abord venues du monde des investisseurs et des dirigeants qui ont observé une meilleure résilience des entreprises ayant intégré ce sujet au cœur de leur stratégie. Les politiques ont, progressivement, dans le cadre des différents plans de soutien à l'économie, confirmé l'importance du développement durable dans les évolutions et transformations de la société.

La Commission Européenne a même renforcé ses engagements en matière climatique. Enfin, et de façon inattendue, l'autorité des marchés financiers des Etats-Unis a publié une note stratégique en mai 2020 confirmant la dimension stratégique et géopolitique de la RSE pour l'économie américaine. Cette crise a accéléré ce qui était entamé en confirmant les besoins de transformation profonds de nos modèles et en appelant à un vrai recentrage autour de l'Homme.

Nous avons la conviction que ces évolutions conduiront à une redéfinition de la notion de performance. Elles seront à la fois temporelles et thématiques. Temporelles car au-delà d'un regard porté sur les équilibres financiers de l'année écoulée, il s'agira d'avoir une compréhension des projections stratégiques, des objectifs mais aussi des engagements. Il deviendra essentiel de savoir si une entreprise sera toujours en adéquation avec les grands enjeux sociétaux à moyen-long terme. Il en ira de sa légitimité à agir et beaucoup plus directement de la pérennité de sa performance. Thématique essentiellement exprimée par des éléments comptables et financiers, la performance sera de plus en plus analysée à hauteur de ses conséquences pour l'Homme, l'environnement et la société au sens large. Sera-t-il acceptable d'avoir une performance économique forte porteuse d'impacts négatifs significatifs ? Pourra-t-on encore parler d'entreprise performante dans ce cas ?

Les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies s'inscrivent pleinement dans ces évolutions. Nous sommes convaincus qu'ils feront partie du nouveau vocabulaire de la performance de demain et qu'à minima ils en seront la grille de lecture pour mettre l'économie au service des besoins humain

Bernard GAINNIER
Président de PwC France
et Maghreb

Les ODD, nouveau cadre universel de la RSE

En septembre 2015, les 193 États membres des Nations Unies adoptent 17 Objectifs de Développement Durable (ODD).

Ces ODD font suite aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) initiés en 2000. Ils définissent les 17 priorités pour construire des modèles sociétaux réinventés autour d'une justice sociale et d'un équilibre économique et environnemental. Clé de voûte de l'Agenda 2030, ils portent l'ambition de transformer les sociétés en éradiquant la pauvreté et en assurant la transition écologique et solidaire des pays vers un monde plus juste, plus inclusif.
Indivisibles, universels et interconnectés, les ODD constituent le langage commun qui permet aux différents acteurs, institutionnels comme ceux de la société civile, de se mobiliser et de s'engager ensemble pour bâtir un monde durable. Car l'atteinte des ODD dépend de la mobilisation de tous. Cadre d'action pour agir, ils ouvrent à des collaborations multi-acteurs et à de nouvelles pistes de développement. Tant du point de vue des opportunités économiques qu'ils génèrent que de la maîtrise des risques, ils garantissent un modèle socio-économique stable et pérenne dans lequel les entreprises pourront se développer, et au cœur duquel elles jouent un rôle clé.

193

États membres

17

Objectifs de Développement Durable (ODD)

1 PAS DE PAUVRETÉ
2 FAIM «ZÉRO»
3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE
4 ÉDUCATION DE QUALITÉ
5 ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES
6 EAU PROPRE ET ASSAINISSEMENT
7 ÉNERGIE PROPRE ET D'UN COÛT ABORDABLE
8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE
9 INDUSTRIE, INNOVATION ET INFRASTRUCTURE
10 INÉGALITÉS RÉDUITES
11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES
12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES
13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES
14 VIE AQUATIQUE
15 VIE TERRESTRE
16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES
17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS
Plus d'informations sur
www.agenda-2030.fr

2020 : la décennie de l'action pour les ODD

Quatre ans après l'adoption des ODD, célébrée en septembre 2019 en marge de l'Assemblée générale de l'ONU en présence des Chefs d'État et de Gouvernement, António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies déclarait "la situation mondiale est troublante".

Des progrès ont été accomplis. L'extrême pauvreté a diminué de 28 %*, la mortalité des enfants de moins de 5 ans a enregistré une baisse de 49 %**. Une grande majorité de la population mondiale a désormais accès à l'électricité. Les zones marines protégées ont doublé depuis 2010, et les synergies entre la mise en œuvre du Programme 2030 et l'Accord de Paris, ratifiés par 186 pays, vont dans le bon sens.

Mais « malgré les progrès réalisés, nous ne sommes pas encore sur la bonne voie », d'après António Guterres. Le changement climatique est un défi et la biodiversité est menacée. Les inégalités entre pays et au sein des pays sont à des niveaux alarmants. Au cœur des ODD, ils sont les enjeux majeurs de notre époque. Dans un rapport présenté en 2019, les experts exhortent les pays à renforcer les partenariats publics privés, à favoriser la science, pour parvenir aux transformations nécessaires. Ces défis étant interdépendants, la prise en compte des interrelations entre ODD d'ici 2030 est primordiale pour les réaliser.

EN 4 ANS :

28 %

D'extrême pauvreté en moins

49 %

De diminution de la mortalité chez l'enfant de moins de 5 ans

** Banque Mondiale*
*** Rapport sur les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies, 2019*

“Ensemble, donnons le coup d’envoi à une décennie de résultats et d’actions pour les hommes et la planète”

António Guterres
Secrétaire Général des Nations Unies

Place à une décennie d’action !

Il reste dix ans pour atteindre les ODD. Le Secrétaire général des Nations Unies appelle chacun à agir d’ici 2030 : « *Ensemble, donnons le coup d’envoi à une décennie de résultats et d’actions pour les hommes et la planète* ».

En septembre 2019, les États membres adoptent une déclaration politique à l’unanimité et s’engagent à mobiliser les financements nécessaires, améliorer la mise en œuvre des ODD au niveau national et à renforcer les institutions. L’atteinte des ODD dépend de la mobilisation de tous, acteurs privés comme publics.

Pour piloter cette coopération internationale, une plateforme annuelle se réunira pour la première fois en septembre 2020 à l’occasion du 75e anniversaire de l’ONU, et ce chaque année jusqu’en 2030.

Un défaut de notoriété

En dépit des ambitions qu’ils portent, les ODD souffrent d’un déficit de notoriété. 46 % des Français n’en n’ont jamais entendu parler** alors que les citoyens indiens ou turcs déclarent en majorité les connaître. Néanmoins, 88 % des Français considèrent que les entreprises ont un rôle à jouer dans l’atteinte des ODD*.

**(**) Source : Étude IFOP pour l'Association 4D. Etude WEF.*

Les ODD en temps de crise

COVID-19 RESPONSE

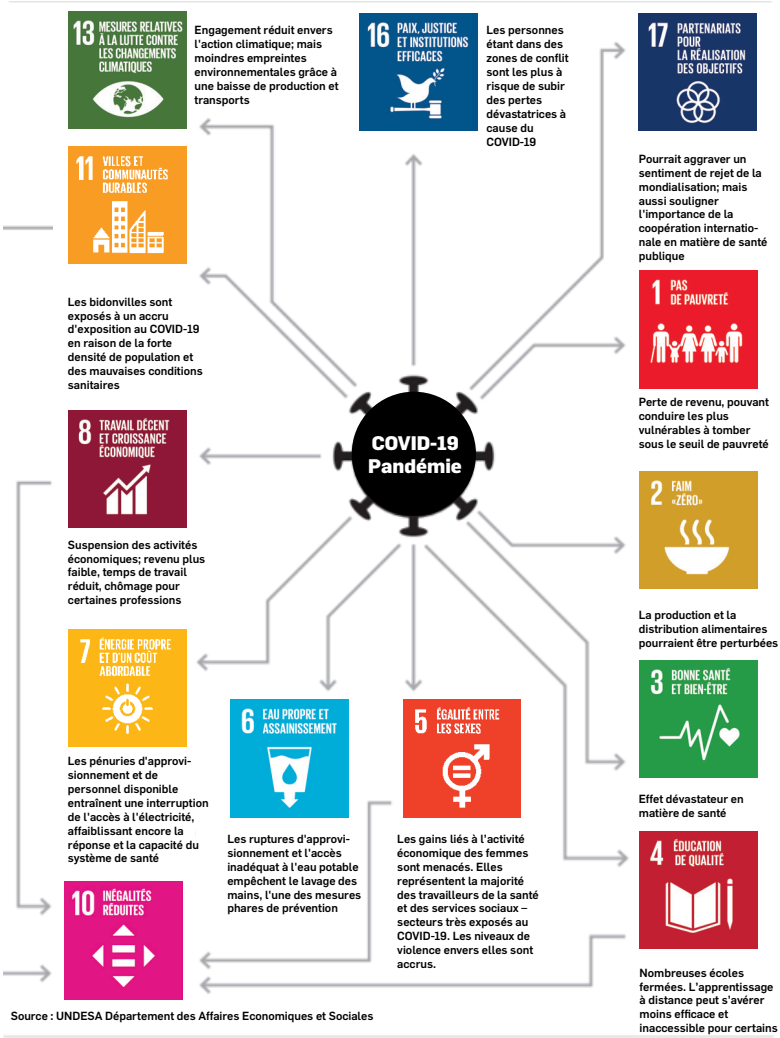
Face à la situation exceptionnelle due à la crise Covid-19, le système des Nations Unies, auquel le Global Compact France appartient, s'est pleinement mobilisé avec aux avant-postes l'OMS.

Pour António Guterres, Secrétaire général de l'ONU :

" La Covid-19 est le plus grand test auquel nous avons été confrontés ensemble depuis la formation des Nations Unies. Nous devons nous attaquer aux dimensions sociales et économiques dévastatrices de cette crise, en nous concentrant sur les plus touchés. L'Agenda 2030 et les 17 Objectifs de Développement Durable guident nos pas."

Ces ODD forment une grille de lecture matricielle et des réponses à cette crise :

- Les impacts des activités humaines sur la destruction des milieux et de la biodiversité augmentent le risque de propagation des virus (ODD 15 et 3)
- La crise sanitaire a eu un fort impact sur les économies (ODD 8 et 3)
- La coopération est nécessaire que ce soit entre secteur public et privé, États, recherche, etc. (ODD 17)
- **Le temps presse** : c'est en réalisant ensemble et maintenant les ODD que nous serons, plus forts, plus innovants, et plus résilients face aux périls qui se multiplient (inégalités, climat, biodiversité, etc.).



Source : UNDESA Département des Affaires Economiques et Sociales

La feuille de route française des ODD

En septembre 2019, Madame Elisabeth Borne, Ministre de la Transition écologique et solidaire présentait la feuille de route de la France pour l'Agenda 2030 "Agissons pour un monde plus durable et plus solidaire. Les acteurs français s'engagent pour la mise en œuvre des ODD". Fidèle à sa tradition humaniste, la France cherche, avec cette feuille de route élaborée en concertation avec plus de 300 acteurs, à promouvoir l'Agenda 2030 comme une grammaire universelle permettant d'appréhender l'ensemble des enjeux auxquels nos sociétés sont confrontées.

Elle travaille aux côtés des acteurs de la société civile pour déployer cette nouvelle stratégie nationale de développement durable qui a pour vocation de fixer le cap environnemental, social et sociétal à l'ensemble des acteurs publics et économiques, autour de six axes majeurs : transition juste, transformation des modèles de sociétés en faveur du climat et de la biodiversité, éducation tout au long de la vie, santé, alimentation et agriculture durables, participation citoyenne, et actions européennes et internationales.

Ces six enjeux dessinent le monde de demain. Ils méritent d'être portés par l'ensemble des acteurs publics et privés et intégrés au cœur de leur vision de l'avenir. Les entreprises, tout spécialement celles qui choisissent d'intégrer les ODD comme cadre de référence de leur stratégie, pourront y trouver une magnifique opportunité de se réinventer en développant et en valorisant leur contribution à l'intérêt général.

Thomas LESUEUR
Commissaire général et délégué interministériel au développement durable.

Le CGDD *pilote l'intégration du développement durable au sein des politiques publiques et en promeut la mise en œuvre par l'ensemble des acteurs socio-économiques.*

Les enjeux pour les entreprises

Pour la première fois dans un agenda onusien, la participation du secteur privé est encouragée.

"Nous devons mobiliser le secteur privé, il représente 75 % du PIB mondial. La collaboration avec les entreprises - et les principaux PDG du monde - est essentielle pour atteindre les Objectifs de Développement Durable d'ici 2030"
António Guterres, Secrétaire général des Nations Unies.

Les enjeux des prochaines décennies sont majeurs, et l'action est nécessaire pour modifier les pratiques en profondeur, il en va de la pérennité des économies. Cette vision portée au plus haut niveau des instances onusiennes (António Guterres considère les ODD comme un « plan pour une mondialisation juste »), ouvre la voie aux entreprises pour se projeter dans de nouvelles stratégies et dans des collaborations multilatérales autour d'objectifs partagés. En France, elles bénéficient d'un environnement financier, législatif, réglementaire, mais également social, qui les oblige autant qu'il les soutient. Il est donc dans l'intérêt stratégique des entreprises d'y contribuer dès à présent.

Opportunités économiques permises par l'atteinte des ODD*

12 000 milliards $
de nouvelles opportunités économiques par an d'ici 2030

380 millions d'emplois
= créés au total d'ici 2030

+ 11 à 26%
= Hausse du PIB mondial en atteignant uniquement l'ODD 5
(Source : McKinsey Global Institute)

2,5 mille milliards de dollars d'investissement manquant
pour atteindre les ODD (source UNCTAD)

** Étude Better Business, Better World menée par la Business & Sustainable Development Commission. (Secteurs : agro-alimentaire, urbanisme, énergie et matériaux, santé, bien-être).*

Executive Summary

→ **98 % des répondants déclarent connaître les ODD,** dépassant ainsi les 95 % enregistrés en 2019. **60 % sont des PME** contre 50 % l'année passée ce qui témoigne de l'engagement accru des PME engagées.

→ **Les ODD, suite logique d'une démarche RSE aboutie.** 99 % des entreprises interrogées ont déjà mis en place une démarche RSE et 93 % se disent engagées en faveur des ODD. Pour 90 % d'entre elles, les ODD permettent de redynamiser et d'apporter du sens à leur démarche RSE.

→ **Les ODD, facteur de différenciation pour les PME.** 75 % d'entre elles considèrent que les ODD permettent de se distinguer de leurs concurrents. Pour une PME sur deux, leur engagement répond également aux attentes des client.e.s et/ou consommateur.trice.s, ainsi qu'aux grands donneurs d'ordre privés ou publics.

→ **Des parties prenantes de plus en plus impliquées.** 83 % des entreprises déclarent être interrogées sur leurs actions en faveur des ODD par leurs parties prenantes, qu'elles soient internes ou externes. Un résultat qui illustre l'importance accrue désormais accordée aux ODD par l'ensemble de l'écosystème de l'entreprise.

→ **20 % des répondants souhaitent s'appuyer sur les ODD pour définir leur raison d'être.** Une nouveauté 2020 qui illustre une meilleure appropriation des ODD, portée par la Loi Pacte votée en 2019.

98%

des répondants à l'enquête déclarent connaître les ODD

Pour **90%**

des répondants, les ODD permettent de redynamiser et d'apporter du sens à leur démarche RSE.

20%

des répondants souhaitent s'appuyer sur les ODD pour définir leur raison d'être

→ **Les ODD, une opportunité de communication et de dialogue.** Dans les faits, 79 % des entreprises déclarent déjà communiquer sur les ODD et 17 % supplémentaires environ souhaitent le faire au cours de l'année à venir. 77 % d'entre elles ont sensibilisé leurs salarié.e.s ou prévoient de le faire, et le même nombre a sensibilisé leurs parties prenantes externes. L'étude révèle plus spécifiquement que les ODD apparaissent comme un outil de dialogue commun avec les parties prenantes pour 90 % des répondants, soit dix points de plus qu'en 2019.

→ **Une attention accrue sur la mesure des impacts négatifs.** 1/4 des entreprises environ a prévu de travailler au cours de l'année à la mesure d'impact de leurs activités. L'importance d'identifier également les impacts négatifs, soulignée par 35 % des répondants, contre 25 % en 2019, traduit une évolution de l'appropriation des ODD de la part des entreprises. Des résultats cohérents avec les besoins d'outils exprimés.

→ **Une attente toujours plus forte envers les pouvoirs publics.** Pour aller plus loin dans leur démarche, 63 % des entreprises attendent un engagement accru de la part des pouvoirs publics.

→ **Le Global Compact, levier d'engagement.** 76 % des entreprises déclarent connaître les ODD grâce à cette organisation et pour 70 % des répondants leur adhésion est un facteur d'engagement. Des résultats qui viennent confirmer une tendance déjà observée en 2019.

79%

des répondants communiquent déjà sur les ODD

Pour **70%**

des répondants l'adhésion au Global Compact est un facteur d'engagement

Méthodologie : Le baromètre 2020 portée par le Global Compact France et PwC France a bénéficié cette année du soutien de : Bpifrance, Comité 21, CPME, France Invest, Medef, ORSE et Produrable - qui ont relayé courant janvier 2020, le questionnaire auprès de leurs membres. Par ailleurs, l'enquête a été également diffusée via les réseaux sociaux. Basé sur un panel de 253 répondants - dont 88 % sont membres du Global Compact France, 30 % du Medef, 13 % de Bpifrance, 8 % de l'ORSE, 6 % de la CPME et 5 % du Comité 21 - le baromètre 2020 apporte un regard nouveau sur l'engagement des entreprises en France.

Des profils d'entreprises diversifiés

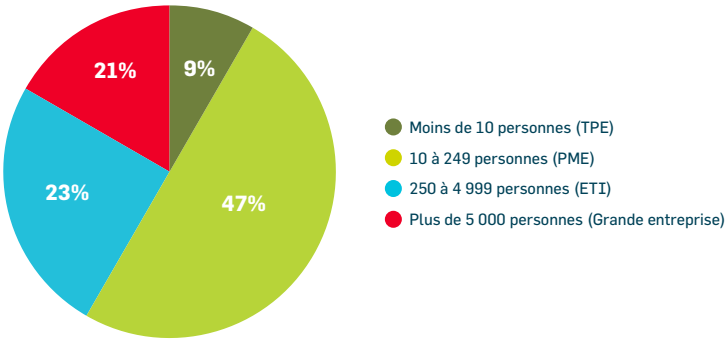
À l'instar de 2019, on observe un équilibre entre les TPE/PME et les ETI/Grandes Entreprises (à partir de 250 personnes). À noter cependant cette année, une augmentation significative des TPE-PME de six points par rapport à l'année précédente, ces dernières représentant 56 % du panel interrogé. Un résultat à mettre en perspective au regard de la répartition géographique des entreprises, dont deux sur cinq sont situées en région (40 %). Des chiffres qui illustrent la pénétration des ODD dans l'ensemble du tissu économique français.

56%

de TPE-PME dans le panel interrogé

Un haut niveau d'engagement qui se traduit également par le profil des répondants, dont un peu moins d'un tiers sont des dirigeants d'entreprise (27 %), en hausse de sept points par rapport à 2019. Plus de deux tiers des entreprises sondées proviennent du secteur tertiaire (74 %) alors qu'un peu moins d'un tiers d'entre elles sont issues du secteur secondaire (26 %).

Répartition par nombre de salariés
(sur la base de 253 répondants)



La connaissance des ODD progresse encore

98 % des entreprises interrogées déclarent connaître les ODD, un chiffre record qui dépasse les 95 % enregistrés en 2019. Cette année, 56 % d'entre elles sont des PME. Si la diffusion des ODD a commencé par les grandes entreprises, comme le confirme cette étude, on note cette année une percée des PME sur le sujet.

Les résultats confirment le lien d'interdépendance entre l'adhésion des entreprises au Global Compact des Nations Unies et leurs connaissances des ODD. En effet, parmi les répondants, 76 % déclarent les connaître grâce au Global Compact, et les membres de longue date les connaissent depuis plus longtemps.

Des ODD principalement portés par des entreprises engagées dans des démarches de RSE à 99 %. Un constat qui tend à démontrer que la RSE serait une porte d'entrée pour les ODD, dont les entreprises se saisissent dans un second temps pour aller plus loin.

Les ODD, source de dialogue et moteurs de performance

Dans la lignée de 2019, seules 13 % des entreprises interrogées estiment que les ODD concernent avant tout les États, confirmant ainsi la bonne appropriation du sujet par le secteur privé. Pour 93 % des répondants, les ODD sont perçus comme un moyen de donner de la pertinence à leur démarche RSE en l'alignant aux enjeux de développement durable et pour 89 % ils permettent de mesurer leurs impacts sur la société.

On observe par ailleurs une forte augmentation des entreprises considérant les ODD comme vecteur de dialogue avec leurs parties prenantes externes (+ 7 points, pour un total de 90 % des répondants en 2020). L'influence croissante des parties prenantes est mise en lumière tout au long de l'étude.

En ce sens, si les ODD ne sont pas encore perçus comme un avantage concurrentiel, les PME tirent néanmoins leur épingle du jeu et sont 75 % à les considérer comme un atout commercial, source de différenciation (vs 70 % pour les entreprises de toutes tailles). Un constat qui traduit le fait que pour cette catégorie d'entreprises et leur écosystème, les ODD sont assez connus par les parties prenantes pour qu'ils soient considérés comme levier d'opportunités économiques.

Les entreprises perçoivent les ODD comme un nouveau cadre pour le développement durable. Ceux-ci leur permettent avant tout de :

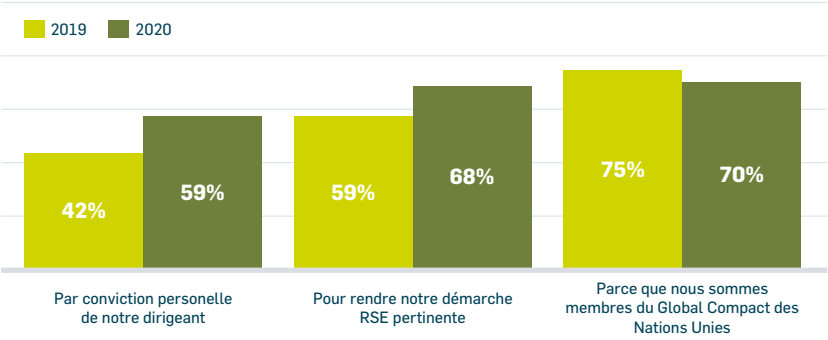
→ Redynamiser et rendre pertinente leur démarche RSE,
→ Mesurer leur contribution à des enjeux de société,
→ Bénéficier d'un outil de dialogue commun avec diverses parties prenantes externes nationales et internationales.

Des raisons d'engagement multifactorielles

93 % des entreprises interrogées se disent engagées en faveur des ODD et ce, pour plusieurs raisons ; comme le montre le graphique. L'engagement des entreprises s'entend aussi bien par leurs actions menées en interne et/ou en externe (sensibilisation, tribune presse, mention dans un rapport annuel, etc.). Le baromètre souligne également l'influence croissante des parties prenantes. 83 % des entreprises déclarent être interrogées sur leurs actions en faveur des ODD par ces dernières. Ce constat s'exprime différemment selon la taille de l'entreprise. Si les grandes entreprises sont majoritairement (64 %) interrogées par des investisseurs, les PME sont quant à elles majoritairement interrogées par des client.e.s et/ou consommateur.trice.s (71 %).

Pour quelles raisons vous êtes-vous engagés en faveur des ODD ?

(sur une base de 197 répondants en 2019 et 231 répondants en 2020)



RÉSULTATS & ANALYSE

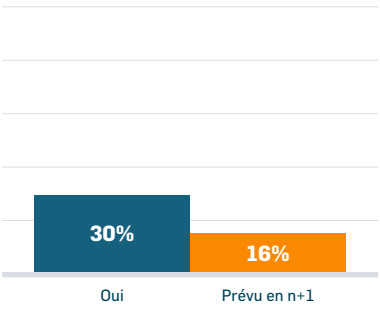
Une appropriation des ODD plus marquée

Comme constaté en 2019, les entreprises déclarent avoir un bon niveau d'avancement dans la mise en œuvre des ODD. Les ODD sont portés au plus niveau pour 78 % des répondants. Des entreprises interrogées qui pour 1/4 d'entre elles ont prévu de travailler dans l'année à venir sur la mesure de l'impact de leurs activités. Sur ce point, l'étude attire l'attention sur les 35 % des répondants déclarant avoir déjà identifié l'effet négatif de leurs activités sur les ODD. Un pourcentage en progression de dix points par rapport à l'année précédente qui reflète une meilleure appropriation des ODD de la part des entreprises et leur volonté de progresser sur le sujet, évitant ainsi un possible ODD washing.

On retrouve une forte pénétration des ODD dans les objectifs poursuivis par les entreprises. 20 % des répondants souhaitent avancer sur des aspects plus stratégiques dont la définition de leur raison d'être en cohérence avec les ODD. 37 % déclarent en outre avoir déjà redéfini leur stratégie business ou prévoit de le faire, soit une augmentation de dix points par rapport à 2019. Des déclarations d'intention cohérentes avec les besoins d'outils exprimés en termes de mise en œuvre des ODD (69 %), d'évaluation de l'effet de leurs actions sur les ODD (68 %), de reporting (65 %).

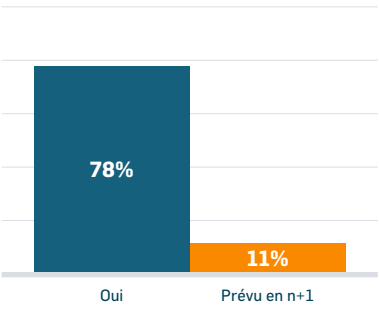
Stratégie

Les entreprises répondantes ont redéfini leur stratégie business en utilisant les ODD et/ou défini une raison d'être qui fait référence aux ODD (sur la base de 231 répondants)



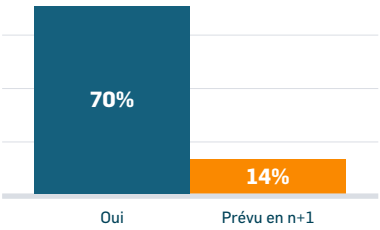
Gouvernance

Les ODD sont portés au plus haut niveau dans les entreprises répondantes (sur la base de 231 répondants)



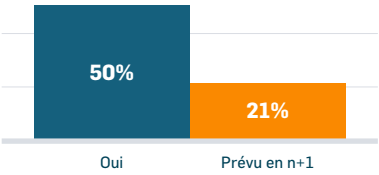
Sensibilisation

Les répondants parlent des ODD au sein de leur entreprise et/ou ont sensibilisé leurs collaborateurs aux ODD (sur la base de 231 répondants)



Indicateurs et impacts

Les entreprises répondantes ont fixé des indicateurs pour suivre leur contribution aux ODD et/ou ont fixé des objectifs à moyen et long terme à atteindre et/ou ont identifié les effets positifs de leurs activités sur les ODD et/ou ont identifié les effets négatifs de leurs activités sur les ODD (sur la base de 231 répondants)



La priorisation des ODD au sein des entreprises

Dans la lignée de 2019, les ODD les plus fréquemment cités comme prioritaires sont (du plus prioritaire au moins prioritaire) :

Les entreprises priorisent les ODD en premier lieu en fonction des liens avec leurs activités. Les impacts directs des entreprises étant plus simples à établir. Par ailleurs, elles rapprochent plus facilement leurs actions déjà mises en place en termes de diversité et de santé au travail aux ODD 3 (bonne santé et bien-être) et 5 (égalités entre les sexes).

A contrario, les entreprises identifient les ODD suivants comme les moins prioritaires (du moins prioritaire au plus prioritaire) :

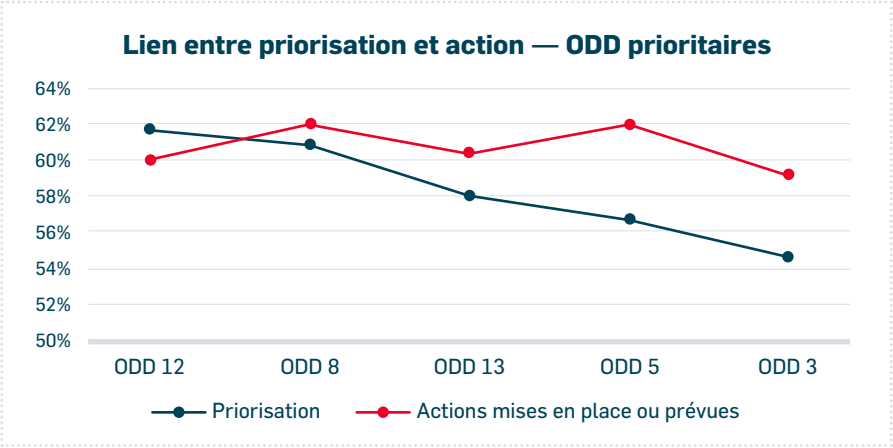
Si l'étude 2020 révèle les cinq mêmes ODD qu'en 2019, l'ordre de prédominance a été légèrement bousculé. Ainsi, les ODD 14 et 12 sont jugés cette année plus prioritaires. L'impact de la Feuille de Route Économie Circulaire (FREC) dévoilée en 2018, intégrant l'ensemble du cycle de vie des produits, ainsi que l'actualité récente sur la situation des océans (pollution plastique, rapport GIEC, etc.) expliquent probablement ce changement de priorités.

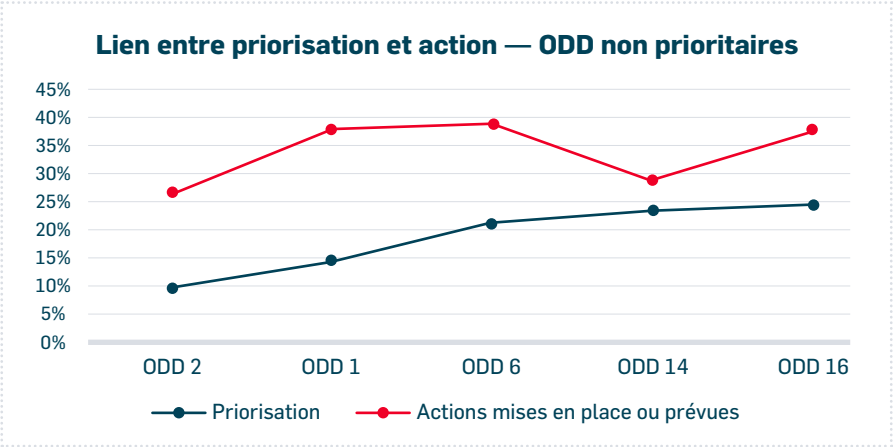
ODD PRIORITAIRES : du plus important au moins important

ODD MOINS PRIORITAIRES : du moins important au plus important

Une cohérence dans les actions

En cohérence avec la forte corrélation entre priorisation et action, les entreprises mènent davantage d'actions sur les ODD qu'elles jugent comme prioritaires. Ainsi, sur les cinq ODD jugés prioritaires, des actions sont mises en œuvre ou prévues pour 59 % à 69 % des répondants.





Les ODD considérés comme moins prioritaires sont de facto moins suivis d'actions que les autres. Néanmoins l'absence de priorisation n'oblitère pas pour autant l'action et la vigilance des entreprises. Ces sujets, mal traités, pourraient un avoir négatif sur la société et l'atteinte des ODD.

Communiquer autour des ODD

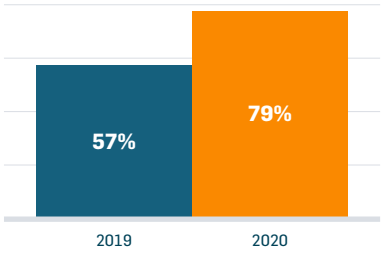
La communication autour des ODD menée au sein des entreprises fait cette année l'objet d'une attention particulière et enregistre une progression de 22 points par rapport à 2019. Ainsi, 79 % des entreprises déclarent déjà communiquer sur les ODD et 17 % supplémentaires prévoient de le faire au cours de l'année à venir. Si ces résultats concernent toutes tailles d'entreprises, les grandes entreprises arrivent en tête à 92 %.

À l'instar de 2019, la communication s'entend tant en interne comme en externe, avec une priorité portée cette année à l'attention des salarié.e.es et futur.e.es salarié.e.s pour 95 % des entreprises interrogées, et par des communications dédiées aux client.e.s / consommateur.trice.s pour 80% d'entre elles.

À noter la forte proportion cette année des grandes entreprises communiquant davantage auprès de leurs investisseurs ou agences de notation (85 %), alors que les PME privilégient leurs salarié.e.s (68 %) ou leurs client.e.s / consommateur.trice.s (62 %). Des résultats cohérents avec les facteurs d'engagements précédemment exprimés qui dessinent un écosystème plus vertueux.

Utilisez-vous les ODD dans votre communication externe et/ou interne ?

(sur une base de 197 répondants en 2019 et 231 répondants en 2020)



Les ODD au cœur de la stratégie business

Engagé dans une démarche de certification B Corp, le **Groupe Bonduelle**, acteur agro-industriel, a ancré ses engagements RSE dans sa stratégie, The B! Pact, un pacte pour « créer un futur meilleur par l'alimentation végétale », structuré autour d'objectifs majeurs à l'horizon 2025-2035 : réduction de 20 % des émissions de gaz à effet de serre, 100 % des emballages recyclables ou réutilisables, 100 % de techniques culturales alternatives, etc. Le groupe entend ainsi accélérer la transition agroécologique, et a d'ores et déjà lié sa démarche RSE à six des 17 ODD (2, 6, 7, 8, 12 et 15).

La **Compagnie Nationale du Rhône** (**CNR**), 1er producteur français d'énergies renouvelables, développe un modèle de production d'hydroélectricité au service des territoires en conciliant les différents usages d'un fleuve. En créant « Initiatives pour l'Avenir des Grands Fleuves » CNR entend valoriser son modèle intégré à une échelle internationale et favoriser l'échange de bonnes pratiques et savoirs pour le fleuve et les territoires de demain. À travers cette initiative, CNR contribue pleinement à l'ODD 13.

En ligne avec sa nouvelle signature, « For All. For Good », **Bel**, acteur majeur du snacking sain laitier et fruitier en portion, réaffirme son engagement en faveur d'une alimentation plus saine et responsable. Le groupe déploie une démarche RSE « Chaque portion nous engage », déclinée en 16 objectifs à l'horizon 2025 autour de quatre piliers stratégiques : agriculture durable, nutrition attentive, empreinte environnementale, bien-être pour tous. Cette démarche RSE est alignée à dix ODD (1, 2, 3, 4, 5, 8, 12, 15, 16, 17).

Les ODD comme socle de la gouvernance

4e foncière européenne, **Covivio**, accompagne les entreprises, marques hôtelières et les territoires dans leurs enjeux d'attractivité, de transformation et de performances responsables. « Construire du bien-être et des liens durables » traduit la raison d'être de l'entreprise. Le groupe formalise dans son manifeste sa volonté d'être un opérateur immobilier responsable et d'inscrire son empreinte immobilière dans le cadre des ODD. 2020 signe une nouvelle avancée avec la création d'un comité des parties prenantes en charge du suivi de ses engagements et de la mise en œuvre de la raison d'être.

Assurer sa pérennité économique, transformer son modèle d'affaire

Armatis, spécialiste de la relation client à distance, présent dans quatre pays déclare contribuer à 14 ODD. Face aux enjeux de turnover, le groupe innove dans ses pratiques managériales. Sur le site de Caen, une expérimentation a été menée pour augmenter la responsabilité et la liberté des collaborateurs, au travers d'un dispositif managérial allégé et d'une planification volontaire. Les résultats issus de cette expérimentation ont été extrêmement positifs et se elle se prolonge aujourd'hui par la refonte de la vision globale du parcours collaborateur.

PME La stratégie Be Good 2030 du **groupe Jean Hénaff**, fabricant créateur breton agroalimentaire est structurée autour de cinq piliers en lien avec les ODD : protection de l'environnement, engagement auprès des parties prenantes, engagement territorial, respect du vivant, produits exigeants. L'entreprise ambitionne un impact positif en 2030 et s'engage sur de nombreux objectifs : bien-être animal, économie circulaire… Le Groupe travaille aussi au développement de produits innovants et cultive ainsi sa propre spiruline pour répondre aux nouvelles des attentes des consommateurs en cohérence avec les enjeux du siècle.

Renouveler sa stratégie RSE grâce aux ODD

ADEO, 3e acteur mondial de l'amélioration de l'habitat (Leroy Merlin, etc.), basé dans les Hauts-de-France, a affirmé en 2019 par la voix de son DG, sa volonté de faire des ODD son cadre d'actions et le langage commun de sa communauté constituée de 32 entreprises dans le monde. Sa stratégie RSE, WE MAKE IT POSITIVE, est structurée autour de l'amélioration de l'habitat et le développement humain reliés à 16 ODD : engagement auprès de l'écosystème et des communautés locales pour l'amélioration du cadre de vie, développement de produits responsables, diminution de l'empreinte environnementale, pédagogie de l'habitat durable et gouvernance responsable

PME PME parisienne de 110 personnes, **Fleurs de Mets**, traiteur et organisateur de réception, œuvre pour une société inclusive, des filières durables et une traçabilité des produits. En 2018, l'entreprise réalise une table de concordance de sa contribution aux ODD avec les axes de sa politique RSE. Elle contribue aujourd'hui à 12 des 17 ODD. Parmi ses engagements : la gestion des déchets, le respect de la saisonnalité, l'attention à la biodiversité, la réduction du gaspillage alimentaire.

Le **Groupe Vyv**, pôle mutualiste de santé et de protection sociale, a mesuré la contribution de l'ensemble de ses métiers et activités à chacun des 17 ODD. Printemps 2019, une dynamique de mobilisation interne autour des 169 cibles a permis 4 300 évaluations de sa contribution à ces cibles qui servent la construction et le pilotage de la politique de développement durable du groupe, en incluant tous les ODD.

Les ODD, source d'innovation

Le **CNES**, Centre national d'études spatiales, joue un rôle majeur dans la lutte contre le réchauffement climatique. Ainsi, sous l'impulsion du CNES, le Space Climate Observatory (SCO) est lancé en 2019. Cet observatoire international fédère les expertises spatiales du monde entier et offre aux décideurs une analyse précise de la vulnérabilité de leurs territoires. En mutualisant et harmonisant des données climatiques produites par les programmes spatiaux internationaux, il permet de modéliser et suivre le changement climatique et ses impacts sur des décennies, à l'échelle globale et locale et contribue ainsi aux ODD.

Sopra Steria, l'un des leaders européens du conseil, des services numériques et de l'édition de logiciels, intègre la lutte contre le changement climatique au coeur de sa stratégie. Dès 2017, Sopra Steria a défini des objectifs ambitieux de réduction de ses émissions de GES alignés sur une trajectoire de 2°C validés par le SBTi (Science Based Targets Initiative - Global Compact, CDP, WWF et WRI). En 2019, suite à l'appel des Nations Unies pour s'aligner sur une trajectoire d'1,5°C, le groupe a défini de nouveaux objectifs validés par le SBTi soit - 85 % par collaborateur à l'horizon 2040 (base 2015). En septembre 2020 le Groupe a annoncé son engagement d'atteindre « zéro émission nette » d'ici 2028.

ETI nantaise, **ARMOR** est un groupe industriel international, expert en formulation d'encres et enduction de couches fines sur films minces. Le groupe déclare contribuer à onze des 17 ODD à travers l'innovation sociétale. En janvier 2020, lors de l'Exposition du 'Fabriqué en France' à l'Élysée, sa technologie de film photovoltaïque souple ASCA® a été sélectionnée pour représenter la Loire-Atlantique. Fruit d'un travail collaboratif à tous les niveaux de l'entreprise et d'une R&D intense, cette technologie est 100 % revalorisable, issue d'un procédé bas-carbone, sans composants rares, ni toxiques et offre des applications potentielles importantes.

Développer des produits et services qui contribuent à la réalisation des ODD

Gutenberg, agence de production marketing basée à Levallois-Perret décline depuis plus de dix ans des actions en matière de RSE. En pratique l'agence déploie une démarche d'éco-socio-conception en travaillant avec ses parties prenantes à réduire son empreinte environnementale et sociétale, tout au long de la chaîne de production. Ainsi en partenariat avec CITEO (outil Paper Metrics®) l'ETI propose un affichage environnemental des imprimés papier (devis & publications) informant sur les émissions de gaz à effet de serre, la pollution des eaux, la pollution de l'air et le niveau d'éco-conception.

PME **BrainsWatt** est un studio de business design qui aide les entreprises à se transformer. En remettant en priorité la planète avant le profit, elle ré-engage les collaborateurs, les clients et les parties prenantes et co-invente avec eux les nouveaux business models dont le monde a besoin. À travers son Lab d'innovation, BrainsWatt invente et lance ses propres projets à impact, à l'image de BeeBar, le bar à abeilles, ou WeFight4Earth, association qui engage conférenciers internationaux, TPE et PME contre le changement climatique via la plantation de dizaines de milliers d'arbres.

Pour **Horoquartz**, ETI basée à Paris, la RSE s'inscrit dans une stratégie globale. L'entreprise développe des solutions innovantes qui contribuent à l'atteinte des ODD. Ainsi, sa solution d'optimisation du remplissage des parkings P2Park, encourage le co-voiturage et concourt à la réduction des gaz à effet de serre. Cette technologie participe à la lutte contre les changements climatiques pour des villes plus agréables et plus durables (ODD 11).

HOROQUARTZ
A COMPANY OF THE AMANO GROUP
VALEUR HUMAINE | VALEUR AJOUTÉE

PME Basé en région Normandie, **Nutriset**, développe une expertise unique pour lutter contre la malnutrition et contribuer à l'autonomie nutritionnelle des pays du Sud. À cette fin, l'entreprise développe des produits à destination des enfants prêts à consommer. Plumpy'Nut est le premier aliment thérapeutique dédié à la malnutrition aigüe prêt à l'emploi. Plumpy'Sup et Plumpy'Doz, deux nouveaux suppléments nutritionnels à base de maïs, permettent de traiter la malnutrition modérée, notamment dans les pays où le maïs est un aliment de base. Nutriset répond à dix des 17 ODD.

nutriset

Mesurer sa contribution aux ODD

Worldline, société de services de paiement et de transactions, évalue annuellement sa contribution aux ODD sur l'ensemble de sa chaîne de valeur en prenant en compte deux dimensions : la contribution de ses offres et services mis à disposition de ses clients mais également la contribution de ses initiatives lancées au sein de ses opérations internes. Grâce à ses solutions innovantes, Worldline déclare contribuer aujourd'hui à cinq ODD (16-8-9-11-12). Les initiatives internes et politiques RSE contribuent elles à six ODD (3-4-5-12-13-16). L'entreprise s'est engagée en 2015 à générer un chiffre d'affaires de 725 millions d'euros au travers d'offres contribuant au progrès sociétal et environnemental. En 2019, la contribution des offres s'est élevée à 1 016 millions d'euros.

Depuis 2019, la **Caisse des Dépôts**, institution financière publique, pilote sa stratégie de développement durable autour des ODD. Intégrés au pilotage stratégique du groupe, ils permettent d'objectiver et renforcer la contribution de ses différentes branches d'activités à sa mission de réduction des inégalités sociales et des fractures territoriales. Pour ce faire, la Caisse des Dépôts a distingué des ODD 'prioritaires', faisant l'objet d'une dynamique d'amélioration stratégique, et des ODD 'significatifs', nécessitant un suivi afin de ne pas dégrader l'impact du groupe.

Saint-Gobain conçoit et fournit des solutions innovantes qui améliorent l'habitat et la vie quotidienne. L'entreprise a intégré les ODD au cœur de sa démarche RSE. Concrètement, Saint-Gobain s'est appuyé sur son analyse de matérialité, mais également sur un dialogue avec ses parties prenantes et la connaissance de sa chaîne de valeur. Le groupe a ainsi dégagé différents niveaux de contribution aux ODD : 12 ODD prioritaires en lien direct avec sa stratégie ; trois ODD avec un lien modéré (levier d'action limité ou lié à une activité spécifique) ; et ceux pour lesquels le groupe n'a peu voire pas d'impact.

Le **Groupe TF1**, acteur majeur des contenus, développe depuis 2005 une démarche de responsabilité sociétale. Le groupe mesure sa contribution à chacun des 17 ODD en les reliant à ses propres enjeux RSE. Sa démarche met en avant trois ODD (4- Éducation de qualité, 8- Travail décent et croissance économique, 12- Consommation et production responsables), et est reliée aux cibles et indicateurs issus des 17 ODD. TF1 y consacre un site internet dédié pour l'externe. En interne, TF1 avec le concours de son COMEX, mène une politique de sensibilisation aux ODD auprès de l'ensemble de ses collaborateurs.

Partenariat pour la réalisation des ODD

PME Cabinet de conseil en stratégie à but non lucratif, **Co Conseil**, a été fondé par quatre cabinets de conseils dont Colombus Consulting. Dédié exclusivement à la construction de projets d'intérêt général, Co Conseil contribue à augmenter l'impact sociétal du secteur de l'économie sociale et solidaire et répondre à ses enjeux de transformation. Partenaire de la Fondation la France s'engage, Co Conseil accompagne par exemple les lauréats du concours national de la fondation, dans le développement et l'accompagnement de leurs projets d'innovation sociale via du mécénat de compétences.

Le **Groupe CMA CGM**, leader mondial du transport maritime et de la logistique, met le développement durable au cœur de son action. À l'occasion de la COP 25, le groupe a annoncé son adhésion au Global Compact des Nations Unies. Son engagement illustre l'ODD 17 des partenariats pour la réalisation des objectifs. Désormais le groupe apportera son expertise autour des océans et son soutien aux Principes pour un océan durable. Ses décisions de renoncer à emprunter la route du Nord afin de préserver les écosystèmes fragiles de l'Arctique ou d'investir dans des navires propulsés au gaz naturel liquéfié afin de réduire les émissions polluantes pourraient inspirer d'autres acteurs à s'engager.

Pour aider les plus jeunes à comprendre les ODD et se les approprier, la **MAIF**, société d'assurance mutuelle, participe en tant que mécène de la Fondation GoodPlanet, à informer les jeunes. 65 000 kits de 18 posters sont ainsi disponibles pour la communauté éducative dans les antennes du centre de ressources pédagogiques Canopé. Pour sa part, la MAIF est devenue entreprise à mission en juillet 2020.

À l'international

L'entreprise danoise **ROCKWOOL** déclare contribuer à dix ODD. Pour évaluer son avancement, elle se base sur l'effet de ses produits et l'impact de ses opérations. Évalué par l'outil Trucost SDG, qui analyse quantitativement les résultats d'une entreprise par rapport aux ODD, ROCKWOOL a obtenu une note de 100 % de ses produits classés comme ayant un impact positif pour les ODD concernés. Une campagne de sensibilisation #iRockGlobalGoals en interne a également été lancée afin que ses 11 000 collaborateurs partagent leurs actions en faveur des ODD.

En septembre 2019, le groupe énergétique italien **Enel** a émis le premier SDG bond, soit la première obligation liée à des indicateurs contribuant aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce type de produit financier pourrait permettre de répondre au manque de financement nécessaire à l'atteinte des ODD. Ce moyen de financement pourrait prendre de l'ampleur dans les prochaines années et demande à se structurer.

Sensibiliser ses parties prenantes

AG2R LA MONDIALE propose des accords de branches santé prévoyance à près de 110 branches professionnelles. Le Groupe développe une approche collaborative innovante avec les acteurs clés de la négociation collective, pour construire un modèle de couverture santé et de protection sociale robuste et solidaire. Dans ce cadre, plusieurs ateliers et un séminaire ont eu lieu en 2019 afin que les branches professionnelles puissent comprendre et s'approprier les Objectifs de Développement Durable et l'Agenda 2030.

AG2R LA MONDIALE

Face au défaut de notoriété des ODD, plusieurs entreprises ont décidé de sensibiliser leurs collaborateurs à l'occasion de leur 4e anniversaire en septembre 2019. En 2019, la journée de mobilisation mondiale #ACT4SDGS a mobilisé plus de 50 millions de personnes, dans plus de 1 000 villes et 125 pays. Retour sur quelques exemples d'actions d'entreprises françaises en images :

Besoin d'outils et d'engagement

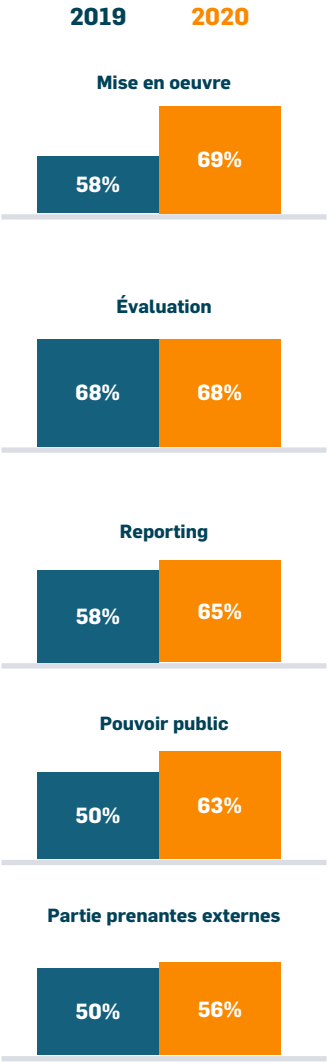
Dans la lignée de 2019, afin de s'approprier davantage les ODD et de les intégrer à leur démarche RSE, les entreprises déclarent avoir deux principaux besoins.

1. Des outils :

En premier lieu, les entreprises souhaitent bénéficier de plus d'outils. Qu'ils soient de mise en œuvre des ODD pour 69 % des répondants, d'évaluation de l'effet de leurs actions sur les ODD (68 %), ou de reporting (65 %). Pourtant des outils existent et sont déjà mis à disposition ; vous les retrouverez ci-après pages 38 à 39. *(Chiffres sur la base de 197 répondants en 2020 et de 248 répondants en 2020)*

2. De l'engagement :

En deuxième lieu, les entreprises en 2020 réclament majoritairement (63 %) un engagement accru des pouvoirs publics pour aller plus loin. Si la feuille de route française des ODD a été dévoilée en 2019, elle demande encore à se démocratiser. En outre, les parties prenantes sont également appelées à plus interagir. 56 % des entreprises interrogées attendent un engagement plus soutenu de la part de leurs clients, fournisseurs, donneurs d'ordre.



Outils & conseils pratiques pour avancer

Comment se saisir des ODD ?

Les 17 ODD proposent une feuille de route déclinée en 169 cibles. Outils de pilotage décisionnel, les ODD permettent à l'entreprise d'aligner ses choix stratégiques et d'investissement avec les grands défis mondiaux. Retrouvez-ci après quelques outils et ressources utiles.

Pour démarrer

1. La résolution adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 25/09/2015.
2. La liste des 17 ODD et de leurs 169 cibles.
3. Le **SDG Compass**, guide des ODD à destination des entreprises.
4. « **Entreprises, contribuez aux Objectifs de Développement Durable !** », guide reprenant chacun des 17 ODD en les illustrant par des exemples d'actions concrètes.
5. **Integrating the SDGs into Corporate Reporting : A Practical Guide -** du Global Compact des Nations Unies et GRI: un process en trois étapes pour intégrer les ODD aux pratiques de l'entreprise et dans son reporting.
6. **Teach on Mars**, application mobile pour comprendre et décrypter les ODD.
7. **ODD, c'est pas compliqué**, cet outil développé par le Global Compact France, Bpifrance, Label Lucie et B&L Evolution, s'adresse aux dirigeant.e.s de TPE/PME, qui souhaitent découvrir et contribuer aux ODD. Sous forme de parcours ludique de e-learning. Il intègre sept courtes vidéos accompagnées de ressources pour aller plus loin.
8. **Mooc ODD, Ensemble relevons le défi** : cours en ligne de l'Université Virtuelle Environnement et Développement Durable.

6

7

Pour s'inspirer ou promouvoir ses pratiques

1

1. **La plateforme Global Impact+**, première plateforme française d'actions en faveur des 17 ODD, recense les bonnes pratiques de tous types d'acteurs. N'hésitez pas à y poster vos actions !

2

2. « **PME : Comment vous différencier grâce aux Objectifs de Développement Durable** », guide recensant des bonnes pratiques de PME en matière d'ODD. Édité sous l'impulsion de la CFE-CGC, aux côtés du Comité 21, de France Chimie et de Kedge Business School.

3. **SDG Action Manager** : cet outil web développé par le Global Compact et BLab, permet aux entreprises de mesurer leur contribution à l'atteinte des ODD au travers de plusieurs questions d'analyse.

3

4. Livret Max Havelaar France et Global Compact France reliant les engagements en termes de **commerce équitable des entreprises et leurs liens avec les ODD**.

4

Pour reporter, communiquer et sensibiliser :

Sensibiliser : retrouvez des idées d'inspiration pour sensibiliser vos collaborateurs dans le kit de communication développé par le Global Compact France

Reporting et communication (publications issues de la plateforme Global Compact et GRI sur le reporting ODD) **:**

— **Business Reporting on the SDGs** : publication qui recense pour chacune des 169 cibles des ODD, les indicateurs de reporting existants ou manquants, les textes de référence et des actions possibles à mettre en œuvre.

— **In Focus : Addressing Investor Needs in Business Reporting on the SDGs** : guide de recommandations sur la manière dont les rapports RSE d'entreprise peuvent répondre au mieux aux besoins d'informations des investisseurs.

Retrouvez tous ces outils sur notre site internet :
http://www.globalcompact-france.org/p-137-nos-ressources

Un écosystème qui soutient les entreprises dans l'atteinte de l'Agenda 2030

De nombreux acteurs se saisissent des ODD et accompagnent les entreprises dans leur compréhension et intégration. Retrouvez ci-après quelques acteurs clés pouvant vous appuyer :

1. Les acteurs gravitant autour de l'entreprise :

— Fédérations professionnelles et Syndicats. Exemples de la CPME et du Medef

Les fédérations professionnelles et organisations patronales sont des acteurs majeurs dans la diffusion et la mise en œuvre des ODD. Engagées au plus près des entreprises, elles œuvrent à la promotion de la RSE au sein des organisations, à la sensibilisation des TPE-PME, à un dialogue renforcé. Le Medef a pour raison d'être « Agir pour une croissance responsable », moteur de son engagement. Le Medef accompagne les entreprises françaises dans leurs démarches de RSE et d'intégration des ODD. En ce sens, il promeut le développement durable auprès de ses adhérents, sensibilise les TPE-PME à la RSE et contribue à renforcer le dialogue avec les parties prenantes sur le rôle des entreprises dans la société.

La CPME, forte de ses fédérations professionnelles et unions territoriales, œuvre à la promotion d'une RSE volontaire, incitative et adaptée aux enjeux sectoriels des TPE-PME. Elle a notamment signé une délibération paritaire sur la RSE avec les cinq organisations syndicales de salariés en décembre 2017. Par ses actions partenariales, à l'image de celles engagées avec le Global Compact pour faire connaître les ODD, elle contribue à favoriser l'émergence d'initiatives de développement durable.

— Réseaux d'acteurs soutenant les ODD. Exemples du Comité 21 et de Bpifrance

La transformation des sociétés reposant sur une interdépendance des actions entre tous ses acteurs, les réseaux multi-acteurs jouent un rôle de premier plan. Ils œuvrent concrètement à mettre en place des partenariats efficients.

Le Comité 21, réseau multi-acteurs en faveur du développement durable, a ainsi inscrit les 17 ODD au cœur de son action. Il contribue à co-construire la transformation à l'horizon 2030 en créant les conditions d'échange et de partenariat entre tous les acteurs. Aux côtés de 14 partenaires, dont le Ministère de la Transition écologique et solidaire, le Comité 21 a lancé son guide pratique sur l'Agenda 2030 à destination des collectivités.
Bpifrance s'engage activement en favorisant la diffusion et l'appropriation des ODD. Bpifrance Université a développé avec ses partenaires, « ODD, c'est pas compliqué ! », un parcours ludique de e-learning, à destination des dirigeant.e.s de TPE/PME, accessible gratuitement en ligne.

Les associations et la société civile portent également ces ODD. Ainsi, l'association Max Havelaar France, qui promeut une mondialisation respectueuse des droits humains, de l'environnement et des pratiques commerciales plus justes, a porté avec le Global Compact France un guide à destination des entreprises sur l'atteinte des ODD grâce au commerce équitable.

Enfin le rôle des investisseurs est majeur (voir page 46).

2. Sans oublier les autres acteurs indirects formant un écosystème utile dans l'intégration des ODD aux pratiques des entreprises :

Un grand nombre d'acteurs participent à la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Cette liste n'est pas exhaustive mais dresse un aperçu des différentes organisations engagées en France :

— **Des syndicats et fédérations professionnelles :** La CFE-CGC, le syndicat de l'encadrement, la Fédération Nationale des Travaux Publics, le GIMELEC (groupement des entreprises de la filière électronumérique française),

— **Des institutions étatiques dont le Ministère de la Transition écologique et solidaire et le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères,**

— **Des sociétés de gestion :** Perceva , Ardian,

— **Des associations :** l'Association 4D, la Fonda, Convergences, le festival Le Temps Presse,

— **Des collectivités locales :** l'association Vivre les Mureaux, la DREAL Nouvelle Aquitaine, la Charte Paris Action Climat,

— **Et à l'international :** la représentation française à l'ONU, l'Ambassade du Danemark en France, L'Agence française de développement (AFD), L'Organisme onusien SDSN (Sustainable Development Solutions Network).

Suite des événements et perspectives

Il reste dix ans pour agir !

2020 est une année charnière à dix ans de l'échéance de l'Agenda 2030. L'ONU célèbre ses 75 ans et les pays ont dû rendre compte de leurs progrès lors du Forum Politique de Haut Niveau et dans le cadre des célébrations onusiennes. Des rendez-vous cruciaux dessineront en 2021 le paysage de demain. La France accueillera en janvier prochain le Congrès mondial de la nature de l'UICN* afin de renforcer les efforts de protection de la biodiversité dans le monde. Ce rendez-vous sera suivi de la COP 15 biodiversité*, durant laquelle un nouveau cadre mondial pour la biodiversité devrait être adopté.

** Ces événements, initialement programmés en 2020, ont dû être reportés du fait de la pandémie de Covid-19.*

Mesure d'impact

De leurs côtés les entreprises s'engagent de plus en plus dans des démarches en résonance avec le consensus scientifique.

Ainsi, l'initiative Science-Based Target (SBTi) portée par le Global Compact, WWF, WRI et CDP, appelle les entreprises à aligner leurs émissions de gaz à effet de serre à 1,5°C. 194 entreprises se sont d'ores et déjà engagées, dont 14 françaises. Cette initiative devrait s'étendre aux actions des entreprises en matière de biodiversité, d'utilisation de l'eau et des terres.

Financement des ODD

Les investissements manquants sont estimés à 2,5 mille milliards de dollars*. Les États membres de l'ONU se sont engagés à mobiliser les financements nécessaires. Mais, le financement public ne suffira pas, la solidarité financière du secteur privé est attendue.

Dans ce sens, l'ONU a mis en place des plateformes telles que l'Alliance des investisseurs mondiaux pour le développement durable (GISD) ; 30 dirigeants du monde de l'entreprise travaillent ensemble pour réunir des capitaux privés dédiés au financement des ODD. La CFO Taskforce regroupe quant à elle les directeurs financiers afin d'ancrer les ODD dans les stratégies financières des entreprises. En outre, au sein des PRI (Principles for Responsible Investment), des institutions financières, publiques et privées, collaborent pour promouvoir une finance responsable.

La prégnance des ODD est également de plus en plus prise en compte par les institutions financières. En 2019, les investisseurs publics français formalisent, par la signature d'une Charte, l'intégration des ODD dans leur politique d'investissement responsable. Ainsi, France Invest, association française de capital-investissement, intègre dans sa stratégie les questions de durabilité dans le travail des investisseurs pour investir dans des entreprises pérennes et diffuse à ses membres des méthodologies pour avancer sur les ODD.

Dans le même temps, la sphère bancaire s'est emparée du sujet. 130 banques issues de 46 pays se sont engagées pour un secteur bancaire responsable en adhérant à six grands principes** relatifs aux ODD. Ainsi, chacune s'engage à soutenir des politiques favorables à l'environnement, à lutter contre le réchauffement climatique, mais également à mettre en place des indicateurs dédiés à évaluer l'influence des activités de l'industrie bancaire sur l'ensemble de la société. La Banque mondiale s'inscrit dans cette même dynamique vers une finance verte. Après avoir lancé la première obligation verte en 2018, un portefeuille d'obligations ODD pourrait également venir répondre aux défis sociétaux auxquels le monde est confronté.

** Source UNCTAD (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement)*
***Principles for Responsible Banking*

À propos

Le 31 janvier 1999, dans un contexte international de plus en plus agité autour des questions de justice sociale et d'environnement, Kofi Annan, 7e Secrétaire général des Nations Unies, appelle à la création d'un Pacte Mondial lors du Forum économique mondial de Davos.

Sa proposition catalyse alors la création d'un réseau mondial. Entreprises, organisations à but non lucratif, agences des Nations Unies se rassemblent sous la bannière d'une démarche de responsabilité sociétale, économique et environnementale. Ses membres s'engagent solidairement autour de dix principes universellement reconnus traitant : des Droits de l'Homme, des normes internationales du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.

Le Global Compact des Nations Unies est ainsi créé en juillet 2000 et devient l'interlocuteur privilégié du monde économique dans le système onusien. Il s'impose à travers le monde comme le point de départ pour toute organisation souhaitant faire progresser sa démarche de responsabilité sociétale. Mandaté par l'ONU pour traduire les ODD en « langage business », il accompagne les entreprises dans la compréhension et l'appropriation de ces objectifs ainsi que dans leur démarche de progrès.

Créé en

2 000

10

principes

LES DIX PRINCIPES DU GLOBAL COMPACT DES NATIONS UNIES

DROITS DE L'HOMME

1 Promouvoir et respecter la protection du droit international relatif aux Droits de l'Homme

2 Veiller à ne pas se rendre complices de violations des Droits de l'Homme

NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL

3 Respecter la liberté d'association et reconnaître le droit de négociation collective

4 Contribuer à l'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire

5 Contribuer à l'abolition effective du travail des enfants

6 Contribuer à l'élimination de toute discrimination en matière d'emploi

ENVIRONNEMENT

7 Appliquer l'approche de précaution face aux problèmes touchant à l'environnement

8 Prendre des initiatives tendant à promouvoir une plus grande responsabilité en matière d'environnement

9 Favoriser la mise au point et la diffusion de technologies respectueuses de l'environnement

LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

10 Agir contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin

Les Dix Principes du Global Compact des Nations Unies sont dérivés de : la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, la Déclaration de l'Organisation Internationale du Travail relative aux principes et droits fondamentaux au travail, la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, et la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Le Global Compact France

Le Global Compact France, relai local officiel du Global Compact des Nations Unies, est lancé en 2003 à l'initiative de Jacques Chirac, Président de la République, qui appelle à son tour les dirigeants des grandes entreprises françaises à s'engager "résolument et volontairement" sur la voie d'une économie de marché responsable.

Le Global Compact France a pour mission de susciter l'engagement des entreprises, et de les aider à intégrer dans leurs modèles d'organisation les bonnes pratiques de RSE, seules garantes d'un modèle sociétal, environnemental et économique stable dans lequel elles pourront prospérer. Véritable lieu d'échanges et de partages de bonnes pratiques, le Global Compact France œuvre sur le territoire afin d'apporter des réponses concrètes et des solutions adaptées aux besoins et contraintes des entreprises, autour d'une ambition : que tous les acteurs du territoire puissent intégrer une démarche de responsabilité sociétale et se saisir de ces nouvelles opportunités business.

Pourquoi rejoindre le Global Compact ?

Toute entreprise a la possibilité de rejoindre le Global Compact. Quelle que soit la nature la taille, la maturité de votre entreprise, vous avez un rôle à jouer.

Parce qu'il est temps d'agir

- 2030, c'est demain !
- Assurer l'avenir de la société c'est assurer l'avenir de votre société
- Les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies constituent de réelles opportunités de développement.

Parce qu'ensemble on est plus forts

- Rejoignez un réseau d'organisations motivées par leur engagement en faveur du développement durable
- Échangez vos expériences et bonnes pratiques avec vos pairs
- Dialoguez avec vos parties prenantes
- Valorisez les actions de Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) et de développement durable de votre organisation
- Ayez accès à des programmes thématiques, des ateliers, des outils et des ressources.

Parce que les Nations Unies proposent un cadre d'engagement universel

- Faites évoluer votre démarche RSE grâce au cadre onusien et contribuez à l'Agenda 2030
- Profitez du mandat donné par l'ONU au Global Compact pour vous approprier les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies
- Mobilisez vos équipes et filiales en France et dans le monde.

Vous souhaitez nous rejoindre ?

Le Global Compact sera à vos côtés pour définir et communiquer votre stratégie RSE et vos progrès en matière de développement durable. Avec notre aide, passez à l'action !

INSCRIPTION

Étape n°1

Inscrivez votre organisation sur le site : **unglobalcompact.org**

BULLETIN D'ADHÉSION

Étape n°2

Complétez et retournez le bulletin d'adhésion au Global Compact France.

REJOIGNEZ LE MOUVEMENT

Étape n°3

Rejoignez un mouvement d'entreprises engagées en faveur du développement durable, sous l'égide de l'ONU et tirez profit de l'accompagnement et des outils mis à votre disposition par notre association.

Merci à tous !

Nous remercions chaleureusement les entreprises ayant répondu à ce baromètre dédié à la mise en œuvre des ODD par le secteur privé français. Nous tenons également à remercier l'ensemble de nos membres qui jour après jour travaillent à l'avancée des ODD en France et dans le monde, et œuvrent pour bâtir le monde de demain.

Le département Développement Durable de PwC :

Fondée en 1993 en France, le département Développement Durable de PwC compte aujourd'hui près de 50 collaborateurs dédiés. Riches d'une expertise dans la plupart des secteurs d'activité, ils accompagnent les investisseurs et les entreprises, toutes tailles confondues, à anticiper, intégrer, et mettre en œuvre au sein de leurs stratégies les approches les plus innovantes dans ce domaine.

PwC leader du Conseil en RSE depuis 1994

26 ans déjà !

Le comité de rédaction :

Nous remercions toutes les personnes ayant contribué à l'élaboration et à la rédaction de l'édition 2020 de notre baromètre : Charlotte Beauté, Morgane Graffion, Fella Imalhayene du Global Compact France ; Emilie Bobin, Pauline Bricker, Maria Caterina Migliorero et Aurélie Verronneau de PwC France ainsi que Sandrine Egretaud de l'agence Réplique.

Les partenaires de diffusion :

Nous adressons tous nos remerciements aux structures ayant contribué à la diffusion du questionnaire rendant aujourd'hui possible la publication de l'édition 2020 de ce baromètre : Bpifrance, le Comité 21, la CPME, France Invest, le Medef, l'ORSE et Produrable.

Global Compact
Réseau France

1, rue du Louvre 75001 Paris - +33 (0)1 80 48 90 70
contact@globalcompact-france.org - www.globalcompact-france.org
https://twitter.com/GlobalCompactFr
https://www.linkedin.com/company/global-compact-france

Création Agence FBSD - 2020